

# Tendances conjoncturelles

## 2<sup>e</sup> trimestre 2018

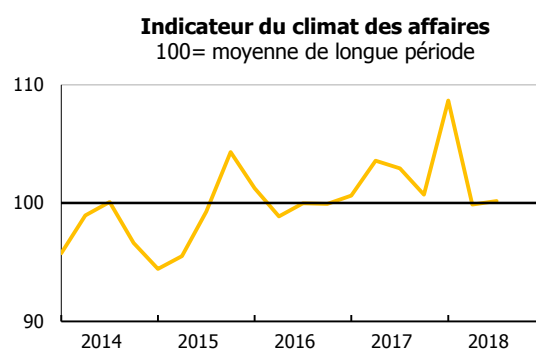
### LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA RÉUNION

#### Le climat des affaires se stabilise

Après le pic de la fin d'année dernière, le climat des affaires se stabilise au niveau de sa moyenne de long terme, traduisant un environnement toujours favorable. L'indicateur du climat des affaires (ICA) qui exprime l'opinion des chefs d'entreprise interrogés sur la conjoncture s'établit ainsi à 100,2 points.

Cette bonne tenue de la conjoncture tient essentiellement aux perspectives envisagées par les chefs d'entreprise pour le 3<sup>e</sup> trimestre, en particulier en termes d'activité. Plus particulièrement, les prévisions d'investissement pour les douze prochains mois restent toujours favorables. En revanche, la composante passée de l'indice pèse sur l'évolution de l'ICA. Les chefs d'entreprise portent un jugement plutôt défavorable sur le niveau de leur activité du deuxième trimestre par rapport au trimestre précédent. Ils constatent par ailleurs la dégradation des délais de règlement de leurs clients.

La consommation des ménages est dynamique, soutenue par une hausse de la masse salariale. En revanche, la croissance de l'emploi ralentit nettement et le nombre de demandeurs d'emploi progresse, impacté par la forte baisse du nombre de contrats aidés. Du côté des entreprises, les intentions d'investir restent fortes, notamment dans le secteur des industries agroalimentaires (IAA). Bien que leur chiffre d'affaires soit jugé en baisse par rapport au début de l'année, les chefs d'entreprise de tous les secteurs anticipent de meilleures perspectives pour le prochain trimestre, à l'exception du BTP et du commerce.



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

T  
E  
N  
D  
A  
N  
C  
E  
S

#### UNE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE RÉGIONALE MOROSE

L'économie **sud-africaine** subit encore les soubresauts suite à la démission du président Jacob Zuma, et rentre en récession. En effet, le PIB recule sur deux trimestres consécutivement : -2,6 % au premier trimestre 2018 et -0,7 % au deuxième. Pour la première fois depuis début 2016, la consommation des ménages s'inscrit en repli (-1,3 %), à l'instar de l'investissement (-0,5 % après -3,4 % le trimestre précédent). La banque centrale maintient son taux directeur à 6,50 % en juillet 2018, malgré des pressions inflationnistes.

Aux **Seychelles**, la fréquentation touristique au deuxième trimestre 2018 est en diminution de 3,7 % par rapport au deuxième trimestre 2017 après toutefois +6,1 % au premier trimestre 2018. Globalement, sur la première moitié de l'année la tendance reste positive (+1,3 % par rapport au premier semestre 2017).

La croissance économique de **l'île Maurice** ralentit au premier trimestre 2018, avec une hausse du PIB de 0,7 % en rythme trimestriel, après +1,0 % au quatrième trimestre 2017 et +1,2 % précédemment. Cet essoufflement provient d'une contraction de l'investissement, notamment en biens d'équipement (-12,6 % sur un an). À l'inverse, la consommation finale reste robuste (+3,5 % en glissement annuel), soutenue par la consommation des administrations publiques (+5,2 %). La Banque centrale maintient son taux directeur à 3,5 % en août 2018, en lien avec des perspectives économiques favorables.

À **Madagascar**, l'encours de crédit à l'économie progresse de 3,6 % entre mars 2018 et juin 2018 (+17,9 % sur un an). Toutefois, selon le résultat de l'enquête conjoncturelle de la Banque centrale, la situation économique semble se dégrader sur le premier trimestre de l'année, en raison du ralentissement de la demande globale et du problème de stockage au port de Toamasina.

Aux **Comores**, l'encours de crédit à l'économie progresse de 2,7 % entre mars et juin 2018 (+2,2 % en mars 2018).

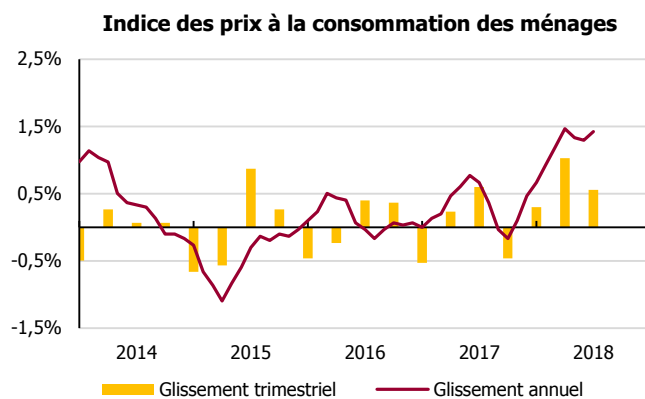
Sources : Banques centrales, institutions nationales

## Poursuite de la remontée des prix à un rythme plus modéré

L'indice des prix à la consommation (IPC) continue d'augmenter au deuxième trimestre 2018, mais à un rythme plus modéré: +0,6 % sur trois mois après +1,0 % au trimestre précédent. Cette évolution concerne tous les grands postes de consommation des ménages. Les prix de l'énergie notamment poursuivent leur progression : +1,2 % sur le trimestre après +5,8 % le trimestre précédent. Les prix de l'alimentation restent stables après la forte hausse observée au premier trimestre. Les prix des produits manufacturés progressent de 0,9 % sur le trimestre, après trois trimestres consécutifs de baisse et ceux du tabac progressent de 8,0 % avec la hausse de la fiscalité décidée par le gouvernement.

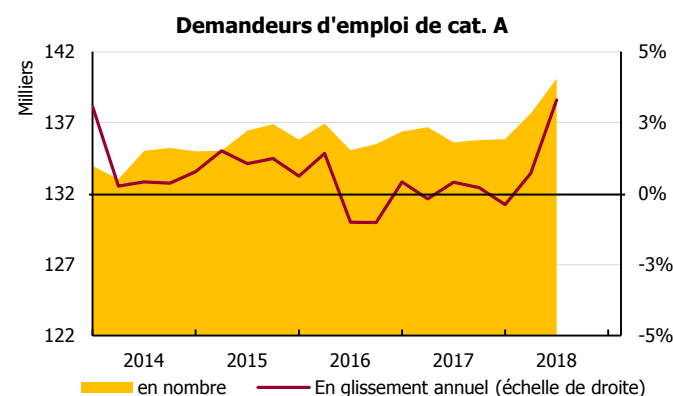
En glissement annuel, l'IPC progresse de 1,4 % après +1,5 % au trimestre précédent contre +2,1 % en France hors Mayotte. La remontée des prix sur un an est largement imputable au prix de l'alimentation qui a connu une nette progression en début d'année, mais aussi à l'énergie induite par la remontée du prix du pétrole.

Par ailleurs, les chefs d'entreprise interrogés sur l'évolution de leurs prix de vente confirment effectivement cette hausse.



Source : Insee, données en moyenne trimestrielle

## Détérioration du marché du travail, impacté par la baisse des contrats aidés



Source : Pôle emploi, données trimestrielles

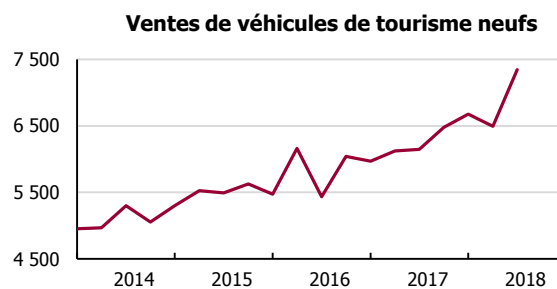
le secteur non marchand (soit environ -6 000 personnes) entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2017 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2018.

En parallèle, la croissance de l'emploi salarié privé ralentit fortement depuis le début d'année : +0,1 % à fin juin 2018 par rapport à fin mars 2018, après +0,5 % et +0,8 % aux trimestres précédents. En rythme annuel, il progresse de 1,3 % pour une moyenne de +2,3 % en 2017. En revanche, l'intérim continue d'être bien orienté : le volume de travail temporaire en équivalent temps plein augmente de 6,2 % au deuxième trimestre 2018 par rapport au trimestre précédent (+24,4 % sur un an).

Par ailleurs, l'opinion des professionnels interrogés sur l'évolution de leurs effectifs est légèrement négative, mais proche du niveau de long terme. Les offres d'emploi collectées à Pôle emploi restent stables par rapport au trimestre précédent, mais diminuent sur un an.

## Une consommation des ménages portée par les achats de voitures

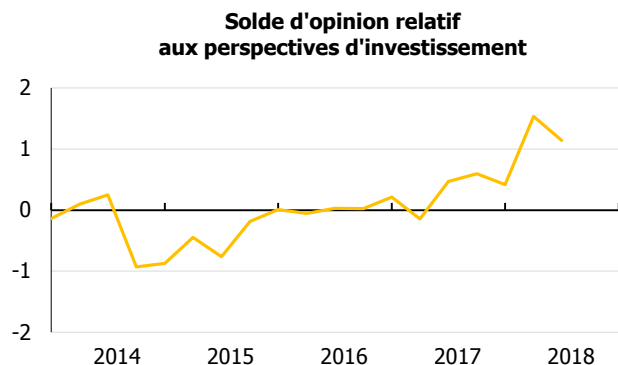
La consommation des ménages reste dynamique dans un contexte de hausse de la masse salariale (+1,0 % de la masse salariale dans le secteur privé au deuxième trimestre 2018 contre une moyenne trimestrielle de 0,9 % en 2017). Plus de 7 000 véhicules de tourisme ont été immatriculés au cours du deuxième trimestre 2018, soit une progression de près de 20 % sur un an. Cette évolution s'explique en partie par l'entrée en vigueur en mai du nouveau contrôle technique qui a dynamisé les ventes et permis d'atteindre ce niveau record jamais atteint depuis fin 2005. La croissance des encours des crédits à la consommation accélère : +10,9 % en un an au deuxième trimestre 2018, après +7,4 % au trimestre précédent. La demande des ménages pour les autres biens de consommation est plus modérée : les importations de produits courants et de biens d'équipement du foyer sont en baisse sur un an (respectivement -1,9% et -3,3%) avec toutefois une hausse sur le trimestre de respectivement 0,1 % et 2,5 % (données corrigées des variations saisonnières). En revanche, les importations de produits des industries agroalimentaires (IAA) sont stables sur un an (+0,1%) et diminuent de 2,2 % sur le trimestre.



Source : SOeS-RSVERO, CVS IEDOM

Au deuxième trimestre 2018, l'opinion des professionnels du secteur du commerce sur leur activité est toujours favorable, mais en légère baisse par rapport au trimestre précédent. En termes de perspectives pour le troisième trimestre, ils anticipent une stabilisation de leur volume d'activité au prochain trimestre et des effectifs en hausse.

## Des intentions d'investissement toujours fortes



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, CVS

Après le pic de ce début d'année, les prévisions d'investissement pour les douze prochains mois fléchissent légèrement, mais restent toujours favorables. Ces intentions d'investir se retrouvent dans tous les secteurs, en particulier dans le BTP et les IAA.

Les ventes de véhicules utilitaires continuent de progresser : +3,9 % au premier trimestre 2018 (données CVS), après +1,5 % au trimestre précédent (+14,5 % sur un an). Les importations de biens d'équipement augmentent de 1,2 % sur le trimestre, mais sont en baisse sur un an (-1,6 %). Celles de biens intermédiaires sont en hausse légère de 0,5 % sur le trimestre (+5,1 % sur un an).

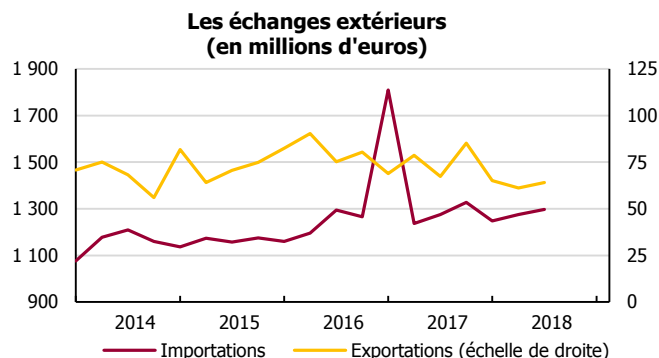
Les encours de crédit aux entreprises continuent de progresser à un rythme élevé, de +4,3 % sur un an au 30 juin 2018, poussés à la hausse à la fois par ceux à l'habitat (+5,0 %) et par des crédits d'investissement toujours dynamiques bien qu'en ralentissement (+5,1 % après +8,9 %).

En parallèle, les transactions immobilières progressent de 0,5 % en valeur par rapport au premier trimestre 2018, tirées par les ventes de logements neufs (+8,4 %). L'encours de crédit à l'habitat des ménages est également bien orienté (+7,1 % sur un an, après +5,7 %).

## Hausse des importations, tirées par la facture énergétique et le transport

Les importations reprennent une tendance haussière depuis le début de l'année. Au deuxième trimestre 2018, elles augmentent de 1,8 %, après +2,2 % au trimestre précédent. La hausse du cours du pétrole explique en partie cette évolution : les importations de produits pétroliers en valeur progressent de près de 27 %, après +3,6 % au premier trimestre. La demande d'importation en matériel de transport y contribue également.

Après deux baisses successives, les exportations augmentent de 4,5 % au deuxième trimestre 2018, tirées par les réexportations de matériel de transport.

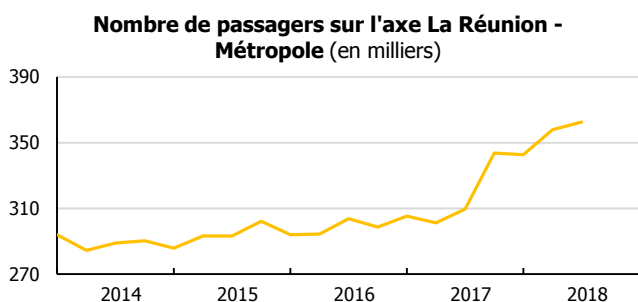


Source : Douanes, CVS IEDOM

## UNE ACTIVITÉ EN BAISSÉ DANS PLUSIEURS SECTEURS, MAIS DES PERSPECTIVES MIEUX ORIENTÉES DANS L'ENSEMBLE

Après un bon début d'année, l'activité du deuxième trimestre 2018 est jugée globalement en retrait par rapport au trimestre précédent dans la plupart des secteurs. Cette évolution a en revanche peu impacté leurs effectifs. Le niveau de leur trésorerie n'a pas été affecté par la détérioration des délais de règlement de leurs clients et les charges d'exploitation sont restées contenues. Les perspectives sont mieux orientées pour le prochain trimestre. Les professionnels interrogés anticipent une stabilisation de leur activité et une hausse de leurs effectifs. Leurs intentions d'investir restent fortes.

Comme anticipé, l'activité des **services marchands** est jugée en baisse au deuxième trimestre 2018. Le niveau de leur trésorerie reste favorable et les charges d'exploitation sont contenues. Pour le prochain trimestre, les chefs d'entreprise du secteur anticipent une stabilisation de leur chiffre d'affaires. Leurs intentions d'investissement restent fortes pour les douze prochains mois.



Source : Aéroports de Gillot et de Pierrefonds - CVS

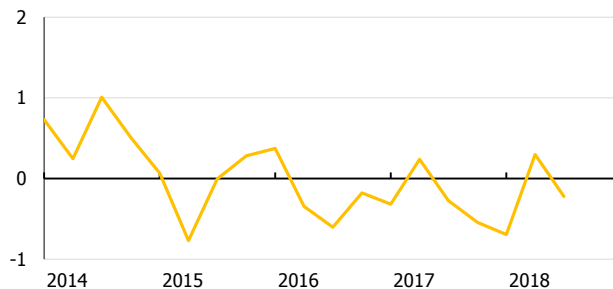
Au deuxième trimestre 2018, le nombre total de passagers aériens progresse de 9,1 % sur un an. La hausse est encore plus marquée sur l'axe Réunion-Métropole : +17,1 % sur la même période. Le nombre de nuitées progresse de 21,2 % sur un an (CVS). Dans ce contexte, les professionnels du secteur du **tourisme** interrogés dans le cadre de l'enquête expriment une opinion plus nuancée. Leurs charges d'exploitation absorbent en effet une part trop importante de leurs recettes et le niveau de trésorerie s'en trouve affaibli. Pour le prochain trimestre, les perspectives d'activité sont légèrement plus favorables et les effectifs jugés en hausse. Les investissements sont dynamiques pour les douze prochains mois.

Conformément à leurs anticipations, les professionnels du secteur du **bâtiment et des travaux publics** (BTP) constatent la dégradation de leur activité et l'évolution baissière de leurs effectifs. À fin juin 2018, le nombre de salariés inscrits à la Caisse des congés payés du secteur baisse de 0,1 % (CVS) par rapport au trimestre précédent. Le nombre des logements mis en chantier chute de 22,0 %, mais reste bien orienté sur un an (+7,6 %, CVS).

Les importations de ciment et clinkers en volume continuent de fléchir au deuxième trimestre par rapport au trimestre précédent (-7,8 %, après -37,2 %).

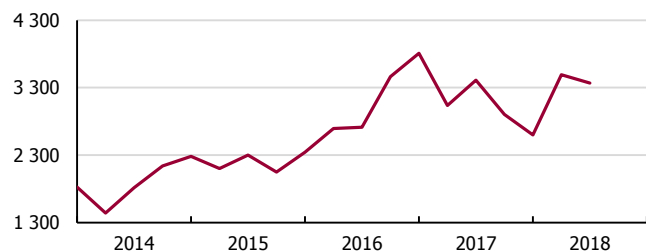
Comme anticipé, les professionnels du secteur des **industries manufacturières** jugent leur activité du deuxième trimestre en baisse par rapport au premier trimestre impactant défavorablement les emplois. Le niveau de leur trésorerie se maintient dans un contexte de dégradation des délais de règlement clients. Pour le prochain trimestre, les chefs d'entreprise du secteur anticipent une amélioration du niveau de leur activité, et une hausse de leurs effectifs. Leurs investissements devraient se stabiliser pour les douze prochains mois.

**Solde d'opinion relatif à l'activité du BTP**



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, CVS

**Exportations de produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture (milliers d'euros)**



Source : Douanes, CVS IEDOM

Après un début d'année perturbé par les fortes précipitations, l'activité du secteur de **l'agriculture, de la pêche et de l'élevage** est en hausse au second trimestre 2018. La collecte de lait augmente de 3,1 % au deuxième trimestre, après avoir fléchi de 1,7 % en début d'année. En revanche, la production des autres filières d'élevage s'inscrit à nouveau en repli. Les abattages de bovins et de porcins baissent respectivement de 3,9 % et 0,6 % (-14,4 % et -3,6 % sur un an). Ceux de la filière volaille se contractent de 14,3 %, après avoir progressé de 22,9 % au premier trimestre. En parallèle, les exportations de produits agricoles et de la pêche fléchissent de 1,3 % sur un an, après avoir progressé de 15,1 % en début d'année.

L'activité s'est stabilisée au niveau de sa moyenne de longue période pour les chefs d'entreprise du secteur des **IAA**. Les effectifs sont maintenus en hausse. Les délais de règlement clients ainsi que leur trésorerie constituent toujours des freins tandis que leurs charges d'exploitation sont contenues. Pour le prochain trimestre, l'activité et les effectifs devraient rester stabilisés. Les intentions d'investissement pour les douze prochains mois sont au plus haut. Les exportations de produits des IAA et celles de rhum sont bien orientées : elles progressent respectivement de 34,5 % et de 7,4 % (+14,8 % et +6,1 % sur un an, CVS).

## UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE SOUTENUE BIEN QU'INÉGALE

Selon les « Perspectives de l'économie mondiale » du mois de juillet, la croissance de l'économie mondiale devrait s'établir à 3,9 % en 2018 et 2019, le FMI ayant revu à la baisse au deuxième trimestre les projections de croissance pour la zone euro, le Japon et le Royaume-Uni, en raison notamment des tensions commerciales croissantes. Toutefois, ces prévisions masquent des situations très hétérogènes selon les économies.

Aux États-Unis, le PIB a augmenté de 1,0 % à fin juin, après +0,5 % au premier trimestre 2018. Cette progression reflète l'accroissement combiné des dépenses de consommation des ménages et de l'investissement des entreprises. Le FMI table sur une croissance annuelle de +2,9 % puis +2,7 % en 2019.

Selon Eurostat, au deuxième trimestre, le PIB de la zone euro a crû au même rythme qu'en début d'année (+0,4 %). Alors que le taux de chômage s'établit à 8,2 %, soit son plus bas niveau depuis fin 2008, la reprise de l'inflation et le fléchissement du commerce extérieur ont pesé sur l'activité. La Commission européenne a légèrement révisé ses prévisions en abaissant la croissance prévue en 2018 à +2,3 %.

En France, selon les estimations publiées par l'Insee, la croissance progresse faiblement, à un rythme identique à celui du premier trimestre 2018 (+0,2 %). L'économie a été fortement impactée par les mouvements de grève de transports. Les dépenses de consommation des ménages sont en léger recul (-0,1 % après +0,2 % au premier trimestre) tandis que l'investissement connaît un regain de +0,8 % après +0,2 % au premier trimestre. Face à des résultats plus faibles qu'attendu, la Banque de France réduit sa prévision de croissance à 1,6 % en 2018.

La croissance de l'économie japonaise devrait s'établir à 1,0 % en 2018, après une contraction au premier trimestre en raison de la faiblesse de la consommation et de l'investissement privés. L'activité devrait s'affermir sur le reste de l'année et en 2019, portée par une augmentation de la consommation privée, de la demande extérieure et de l'investissement.

Les perspectives de croissance des pays avancés pour l'année 2018 sont similaires à celle de 2017 (+2,4 %), et s'établissent à +2,2 % pour 2019, tandis que celles des pays émergents et en développement s'établissent à 4,9 % (2018) et 5,1 % (2019). Les projections de l'Argentine, du Brésil et de l'Inde ont été révisées à la baisse pour 2018, alors que celles des pays exportateurs d'hydrocarbures se sont améliorées.

Sources : FMI, Insee, Eurostat, BEA, OCDE – données arrêtées à la date du 16 juillet 2018

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : T. BELTRAND – Responsable de la rédaction : M. AOURIRI  
Éditeur et imprimeur : IEDOM  
Achévé d'imprimer : septembre 2018 – Dépôt légal : septembre 2018 – ISSN 1952-9619